HAL
open science

Les experts face aux armements, à la guerre, à la paix et au désarmement

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

To cite this version:

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis. Les experts face aux armements, à la guerre, à la paix et au désarmement. ARES, 1989, Course aux armements & Désarmement, XI (1989-1), pp.75-92. hal-02943628

HAL Id: hal-02943628

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02943628

Submitted on 20 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les experts face aux armements, à la guerre, à la paix et au désarmement

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

Arès, Défense et Sécurité
La course aux armements et désarmement
Volume XI
1989-1

Résumé : 50 experts et 41 étrangers (chercheurs, politologues, philosophes ou économistes) français ont répondu à un questionnaire sur les armements, le désarmement, la guerre et la paix. Les questions sur l'armement comme facteur de guerre ou de sécurité, l'importance stratégique de l'armement nucléaire, le désarmement comme facteur de paix, les accords internationaux ou les méthodes de vérification ont été posées. Il existe une « école française » fondée sur l'intérêt de la dissuasion nucléaire, sur une défense nationale forte et sur une certaine méfiance à l'égard du désarmement, conceptions que l'on ne retrouve pas, ou alors pas de même intensité, chez les experts étrangers.

Summary: 50 French and 41 foreign experts (researchers, political scientists, philosophers or economists) answered a questionnaire on armaments, disarmament, war and peace. Questions on armament as a factor of war or security, the strategic importance of nuclear armament, disarmament as a factor of peace, international agreements or verification methods were asked. There is a "French school" based on the interest of nuclear deterrence, on strong national defence and on a kind of mistrust of disarmament, conceptions that are not found, or not with the same intensity, among foreign experts.

Armement, désarmement, guerre, paix
Armament, disarmament, war, peace

S'il est habituel de demander au public son opinion sur la guerre, la paix, les armes ou le désarmement, il l'est moins d'interroger les experts. C'est le projet qu'a mené à bien le Centre d'études de défense et de sécurité internationale (CEDSI) de l'Université des sciences sociales de Grenoble[1]. L'exploitation des 50 réponses des experts français et des 40 réponses des experts étrangers fait apparaitre nombre de résultats intéressants. Le moindre n'est certainement pas qu'il existe, en particulier sur les armements et la guerre et sur le désarmement et la paix, une nette particularité des conceptions retenues par les experts français, par rapport à celles de leurs homologues étrangers, et leur concordance globale avec les thèses officielles françaises.

Deux grandes questions de ce questionnaire seront abordées :

- La relation entre l'armement et la paix
- L'intérêt du désarmement pour la paix

I.— Les armes et la guerre

Les interrogations portaient d'une part généralement sur les rapports entre l'armement et la guerre et d'autre part, plus spécifiquement, sur le rôle particulier que l'arme nucléaire est susceptible de jouer dans les relations internationales contemporaines.

A.- L'armement comme facteur de guerre

Trois questions fondamentales ont été posées :

• Est-ce l'existence et la prolifération des armes qui provoquent les conflits?

• Les conflits entre Etats conduisent-ils toujours inéluctablement à une course aux armements ?

• L'armement est-il un facteur d'insécurité ?

a) Les armes comme cause des conflits

Globalement les armes sont perçues comme une cause secondaire des conflits.

Tableau 1

Les armes sont-elles une cause des guerres ?

	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Réponses	%	Réponses	%	Réponses	%
OUI	3	6	7	18	10	11
NON	22	44	1	3	23	26
PARFOIS	25	50	31	79	56	63

On voit que le parfois l'emporte nettement. La structure des réponses des experts français et des experts étrangers, même si elles fournissent les mêmes conclusions générales, sont néanmoins différentes. Les experts français sont beaucoup moins méfiants à l'égard de armes que leurs homologues étrangers. Toutefois, globalement, l'idée selon laquelle les armements peuvent être à l'origine des conflits, même si cette caractéristique n'est pas inéluctable et dépend des situations concrètes, est dominante.

b) L'inéluctabilité de la course aux armements

Les réponses sont là encore très différentes selon les deux échantillons, les français exprimant, majoritairement, l'idée selon laquelle les conflits entre Etats conduisent inéluctablement à la course aux armements, ce que rejettent très clairement les experts étrangers .

Il est intéressant de constater que pour les experts français, au contraire des experts étrangers dans leur ensemble, les conflits entre Etats ne trouvent

concrètement de solutions que dans la course aux armements ou le maintien des armements existants.

Tableau n° 2

L'inéluctabilité de la course aux armements comme conséquence obligée des conflits entre Etats

Réponses	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Résultats	%	Résultats	%	Résultats	%
OUI	26	52	12	31	38	42,5
NON	24	48	27	69	51	57,5

c) L'armement comme facteur d'insécurité

L'armement est susceptible d'être un facteur non négligeable d'insécurité

Tableau n° 3

L'armement est-il un facteur d'insécurité ?

	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Réponses	%	Réponses	%	Réponses	%
OUI	8	16	17	43,5	25	28
NON	8	16	1	2,5	9	10
PARFOIS	34	68	21	55	54	62

Ces réponses mettent en évidence les dangers du surarmement et le risque de développement des conflits dans les Etats pouvant disposer de matériels militaires. Si l'armement n'est pas la cause fondamentale des guerre, il est un facteur d'insécurité. Le décalage existant entre les réponses des experts français et celles des experts étrangers confirme les indications des 2 tableaux précédents. On voit apparaitre deux conceptions de la sécurité: une conception *«civile»* à laquelle se rattachent, en majorité, les experts étrangers et une conception *«militaire»* qui séduit davantage les experts français.

B.- Le cas particulier de l'armement nucléaire

Trois questions reviennent constamment dans les études actuelles sur l'armement nucléaire : la probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle, la prolifération nucléaire et les risques liés aux systèmes défensifs.

a) Probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle

Sur cette question, les experts français sont nettement moins pessimistes que leurs homologues étrangers.

Tableau n° 4

Probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle

Qualificatifs	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Résultats	%	Résultats	%	Résultats	%
Très grande	0	0	3	8	3	3,5
Grande	0	0	6	16	6	7,0
Moyenne	5	10,5	6	16	11	12,9
Faible	15	31	14	38	29	34,1
Très faible	23	48	8	22	31	36,5
Nulle	5	10,5	0	0	5	5,9
Sans opinion	2		3		5	

Plus du tiers des experts étrangers considèrent comme moyennement ou grandement probable le déclenchement d'une guerre nucléaire et aucun expert ne juge nulle sa probabilité. Chez les experts français, 10% seulement concluent à une probabilité moyenne. Aucun d'eux n'estime cette probabilité grande ou très grande. Cinq, au contraire, l'estiment nulle.

b) L'inéluctabilité de la prolifération de l'arme nucléaire

A la lumière du Tableau n°5, la prolifération de l'arme nucléaire semble inéluctable.

Tableau n° 5

Inéluctabilité de la prolifération de l'arme nucléaire

Réponses	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Résultats	%	Résultats	%	Résultats	%
OUI	24	64	21	58	46	62
NON	14	36	15	42	29	38
Sans opinion	11		4		15	

On pourrait s'étonner de constater que cette opinion est plus accusée chez les experts français. N'y a-t-il pas contradiction avec leur réponse à la question précédente (faible probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle)? L'adhésion à la dissuasion nucléaire, conçue comme n'accroissant pas le risque de guerre et comme facteur de paix et de sécurité, élimine toute contradiction. On notera cependant que plus de 20% de questionnaires (contre 10% dans l'échantillon Etranger) sont restés sans réponse, preuve d'un certain trouble sur cette question. Les avis des experts étrangers sont plus partagés, ce qui témoigne indirectement du fait que la méfiance qu'ils manifestent à l'égard des armements les amène à penser que les hommes peuvent, s'ils le veulent, renverser une tendance trop dangereuse pour l'humanité. Au fond, les experts français et étrangers s'opposent sur le rôle des armes, les uns considérant que leur développement est dans la nature même du monde contemporain et que le refus des armes est suicidaire, les autres analysant l'effort d'armement comme un danger en soi qu'il convient de réduire par la négociation.

c) Les systèmes défensifs et le risque nucléaire militaire

Les réponses à la question portant sur l'accroissement du risque nucléaire militaire lié au développement des systèmes stratégiques de défense, sont globalement négatives (Tableau n°6). Mais, ici encore, les opinions des deux groupes d'experts divergent.

Tableau n°6

Les systèmes stratégiques défensifs comme facteur d'accroissement du risque nucléaire militaire

	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Réponses	%	Réponses	%	Réponses	%
OUI	10	27%	19	57,5	29	32,2
NON	27	73%	14	42,5	41	45,6
Sans opinion	13		7		20	22,2

La réponse des experts français rejette clairement l'idée d'un accroissements du risque. Les experts étrangers y sont plus sensibles. Près de 58% d'entre eux (ayant exprimés leur avis, avec en 6 occasions une réponse se réduisant à un lapidaire *«parfois»*) affirment que les systèmes stratégiques défensifs sont potentiellement un facteur d'accroissement du risque de guerre nucléaire.

La question a souvent fait l'objet d'une réponse plus détaillée que ne le demandait le questionnaire lui-même. Ainsi, un expert considère que la vraie

question est celle des relations entre les doctrines stratégiques et les politiques. Pour un autre, la distinction entre système défensif et système offensif est discutable. On a également exprimé l'opinion que c'est l'idéologie anti-nucléaire en général qui accroît le risque de conflit, version qui recoupe en grande partie la position officielle française sur la question.

II - Le désarmement et la paix

Cing grandes questions ont été posées :

• Le désarmement est-il un facteur de paix ?

• Quelles sont les mesures qui assurent prioritairement la sécurité internationale ?

• Quels doivent être les acteurs du désarmement?

• Quel est l'intérêt de l'accord INF ?

• Peut-il y avoir désarmement sans procédure de vérification? Laquelle? Pour quelle efficacité ?

A.- Le désarmement comme facteur de paix

La question brutale sur le désarmement comme facteur de paix n'a pas donné de réponse homogène (Tableau n°7).

Tableau N° 7

Le désarmement comme facteur de paix

	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Résultats	%	Résultats	%	Résultats	%
OUI	9	22	17	48,5	26	34,2
PARFOIS	23	56	17	48,5	40	52,6
NON	9	22	1	3	10	13,2
Sans réponse	9		5		14	

Les réponses des experts étrangers sont plutôt positives pour le désarmement, puisqu'un seul expert rejette cette proposition. L'effort de désarmement n'est donc pas jugé inutile a priori, bien au contraire, et même la moitié des opinions favorables n'assortit son jugement d'aucune condition particulière (contrairement aux réponses *PARFOIS* qui impliquent une restriction).

Ces résultats tranchent nettement avec l'échantillon des experts français chez lesquels le désarmement rencontre un certain scepticisme (même pourcentage de réponses positives et négatives). Dans ce domaine encore, les français apparaissent comme des *«faucons»*, partisans d'une politique réaliste fondée sur la dissuasion.

B.- Les politiques et mesures prioritaires pour la sécurité internationale

Il était demandé de classer les principales mesures susceptibles d'améliorer la sécurité internationale. Il est évidemmment difficile de synthétiser tous les classements individuels. Pour rendre compte des réponses nous avons donc retenu trois critères principaux : 1) le nombre total de citations, 2) le nombre de citations dans les trois premiers et 3) le nombre de citations comme procédure la plus souhaitable (nombre de classement à la première place).

a) Les réponses des experts français

Ces réponses sont synthétisées dans le Tableau n°8. Il met en lumière la confiance des experts français dans la dissuasion nucléaire. Celle-ci apparaît toujours, à leurs yeux, comme le meilleur garant de la paix. L'empreinte gaullienne domine largement les conceptions de la sécurité des spécialistes français.

On peut ranger les réponses en quatre catégories, séparées dans le tableau par un trait en pointillés, en fonction de l'intérêt qu'elles suscitent. On constate ainsi que la dissuasion nucléaire est dans la première catégorie, soit jugée d'un grand intérêt pour la sécurité, alors que le désarmement nucléaire est rejeté dans la troisième catégorie, celle des propositions faiblement intéressantes.

L'importance, pour le maintien de la paix, des procédures de négociation entre les Etats est assez largement reconnue par l'ensemble des experts. Au fond, le besoin d'un organisme international permanent, proche de la réalité militaire et stratégique contemporaine, susceptible de négocier de manière constante la limitation des menaces militaires et de développer l'information sur les potentiels de destruction massive, est assez fortement ressenti.

Si l'on procède à une étude croisée de ces deux politiques (négociation et dissuasion nucléaire) on constate que 19 réponses seulement (un peu moins 40% des réponses) classent ces deux objectifs de sécurité de manière significative en même temps. Ce qui est finalement très peu, compte tenu de l'importance des réponses positives sur chacune des solutions à l'insécurité. Sur la base des commentaires qui ont accompagné les réponses, il semble que les experts qui penchent en faveur de la négociation ont tendance à exclure la dissuasion comme facteur de sécurité.

Les systèmes de sécurité collective et les Alliances, de manière surprenante, obtiennent de justesse une majorité d'avis favorables. Ces deux solutions sont citées 14 fois expressément (si l'on ne comptabilise pas les citations sans classement qui ont été faites dans certains questionnaires dépassant quatre

propositions) dans les 3 premiers si l'on considère qu'il pouvait y avoir confusion entre les deux termes. La perception de la sécurité internationale par les experts français ne passe donc pas nécessairement par un système de sécurité collective et/ou d'alliances.

Le désarmement appliqué aux armes classiques et aux autres armes de destruction massive est normalement préféré au désarmement nucléaire, si l'on tient compte de l'importance des avis favorables à la dissuasion nucléaire. 21 réponses seulement (un peu plus de 40% des experts) ont cité le désarmement nucléaire parmi les 10 actions souhaitables pour améliorer la sécurité internationale et 16% seulement d'experts français jugent le désarmement nucléaire comme une action prioritaire (dans les trois premières propositions).

L'amélioration des flux d'information est assez largement considérée comme une action non négligeable (52% de réponses positives dans les 10 plus grandes priorités), mais elle n'est citée que 4 fois comme action prioritaire (et une seule fois en première position). Si l'on considère que cet objectif est étroitement lié aux négociations actuelles entre les Etats, c'est 30 experts qui ont classé l'un et/ou l'autre parmi les trois plus grandes priorités de la sécurité internationale.

La limitation de la course aux armements n'est pas considérée comme une priorité par les experts français. Ce résultat n'est pas très différent de celui obtenu avec les experts étrangers.

L'action sur les facteurs économiques n'est pas jugée aussi importante que certaines analyses bien connues le laissent supposer. Les analyses sur l'importance du complexe militaro-industriel, sur la perversion de la Recherche-Développement militaire, sur l'importance du commerce international des armes ou même sur la nécessité de la réduction des budgets militaires ne semblent pas être une préoccupation importante des experts français par rapport aux autres possibilités d'action. Si l'on reconnaît assez majoritairement l'intérêt d'une réforme de l'ordre économique international contemporain, cet objectif, presque permanent dans les esprits, est rarement jugé prioritaire. Il est souvent devancé par d'autres solutions. Au total, les actions économiques ont été citées dans 17 réponses parmi les 5 plus grandes priorités.

Le désarmement pour le développement, pourtant une idée chère aux gouvernants français de tous bords, ne semble pas passer la rampe de l'analyse des experts. Aucun ne le cite comme priorité fondamentale, une seule réponse le situe à la troisième place et seulement 11 réponses en font état.

Le désarmement unilatéral est presque toujours exclu et, lorsqu'il est cité, il est placé dans les toutes dernières places.

Tableau n° 8

Classement des politiques souhaitables en vue d'assurer une sécurité internationale optimale pour les experts français

	CITATIONS		
	Nombre total	dans les 3 premiers	en premier
1) La dissuasion nucléaire	34	27	15
2) Négociations régulières entre les Etats en vue d'améliorer la confiance	39	19	10
3) Les Alliances	27	11	3
4) Le désarmement appliqué aux autres armes de destruction massive	22	15	4
5) Les systèmes de sécurité collective	26	10	4
6) Le désarmement appliqué aux armes classiques	24	13	1
7) La réforme de l'Ordre économique international	22	12	2
8) Le désarmement nucléaire	21	8	4
9) L'amélioration des flux d'information sur les potentiels militaires	26	4	1
10) La limitation de la course aux armements	19	3	0
11) La réduction des budgets militaires	19	2	0
12) La limitation des dépenses de RD militaire	17	3	0
13) La limitation du commerce international des armes	16	1	0
14) La limitation des crédits accordés aux industries d'armement	14	2	0
15) Le désarmement pour le développement	12	3	0
16) Le désarmement unilatéral	4	0	0
17) Le maintien d'un potentiel militaire classique défensif	1	1	0

b) Les réponses des experts étrangers

L'opinion majoritaire des experts étrangers est significativement différente de celle des experts français.

Tableau n° 9

Classement des politiques souhaitables en vue d'assurer une sécurité internationale optimale pour les experts étrangers

	CITATIONS		
	total	dans les 3 premiers	en premier
1) Désarmement nucléaire	25	13	7
2) Négociations régulières entre les Etats en vue d'améliorer la confiance	27	10	5
3) Le Désarmement appliqué aux armes de destruction massive	25	11	1
4) Le Désarmement appliqué aux armes classiques	23	13	0
5) Les systèmes de sécurité collective	17	9	2
6) La limitation de la course aux armements	20	3	2
7) La Dissuasion nucléaire	13	6	4
8) L'améliorationdes flux d'information sur les potentiels militaires	19	4	0
9) La réforme de l'ordre économique international	13	5	3
10) La réduction des budgets militaires	16	1	0
11) La limitation des dépenses de RD militaire	14	1	0
12) Les alliances	7	5	1
13) La limitation du commerce des armes	12	0	0
14) Le désarmement pour le développement	8	2	0
15) La limitation des crédits consacrés aux industries d'armement	7	0	0
16) Le Désarmement unilatéral	3	0	0

Le désarmement nucléaire, la destruction des armes de destruction massive, le désarmement appliqué aux armes classiques sont les priorités d'action proposées par les experts étrangers. Par rapport aux opinions des spécialistes français, il y a presque inversion: la dissuasion nucléaire et les alliances figurent ici en troisième et quatrième catégories. Les négociations classées par les deux groupes d'experts en seconde position, ne peuvent sans doute pas être considérées comme un véritable point commun puisque dans un cas elles s'appuient sur une dissuasion qu'elles tendent à consolider tandisque, dans l'autre, elles ont pour objectif principal le désarmement. La réflexion française dans le domaine de la sécurité internationale paraît ainsi constituer une sorte de micro-climat intellectuel, qui reste à l'abri du discours anti-nucléaire et du désarmement. La question est de savoir si les experts français ont un temps de retard ou si leur prudence est susceptible de constituer un atout.

c) Quelques conclusions

Tableau n° 10

Tableau synthétique des avis des experts français et étrangers

	CLASSEMENT		
	FRANCE	ETRANGER	Synthèse
1 Négociations régulières	2	2	4
2 Désarmement appliqué aux armes de destruction massive	4	3	7
3 Dissuasion nucléaire	1	7	8
4 Désarmement nucléaire	8	1	9
5 Systèmes de sécurité collective	5	5	10
6 Désarmement appliqué aux armes classiques	6	4	10
7 Alliances	3	12	15
8 Réforme de l'Ordre économique international	7	9	16
9 Limitation de la course aux armements	10	6	16
10 Flux d'information	9	8	17
11 Réduction des dépenses militaires	11	10	21
12 Limitation des dépenses de RD militaire	12	11	23
13 Limitation du commerce des armes	13	13	26
14 Le Désarmement pour le développement	15	14	29
15 Limitation des crédits consacrés aux industries d'armement	14	15	29
16 Désarmement unilatéral	16	16	32

Le Tableau n°10 (page 85) cherche à mettre en évidence des conclusions synthétiques pour les deux échantillons, mais celles-ci doivent être lues avec beaucoup de précaution, dans la mesure où les actions prioritaires ne sont pas nécessairement complémentaires, bien au contraire. Ainsi, il faut choisir entre la dissuasion ou le désarmement nucléaires.

On remarquera, que le désarmement unilatéral, les actions économiques sur le budget, les ventes d'armes, les crédits à l'industrie d'armement, le contrôle de la recherche-développement militaire, le désarmement pour le développement ne sont pas considérés comme des actions immédiatement prioritaires, ce qui ne manque pas d'être étonnant si l'on veut bien tenir compte de l'opinion publique, souvent très favorable à ces projets. La raison de ce médiocre classement est sans doute que les difficultés concrètes de mise en place de ces actions dans le monde contemporain sont plus aisèment perceptibles par les experts.

C.- Les acteurs du désarmement

Il existe ici encore des divergences de vue entre les experts étrangers et les experts français.

a) Opinions des experts français

L'exploitation de leurs réponses n'est pas toujours aisée. Nous avons retenu comme critères le nombre de citations respectivement dans les cinq et les trois premières actions prioritaires, en même temps que le processus de désarmement le plus fortement recommandé. Six questionnaires ne fournissent pas une réponse immédiatement utilisable, cinq d'entre eux estimant que les acteurs du désarmement dépendent du type de conflit à résoudre. Ainsi, un expert indique d'une part que les instances régionales sont adaptées au désarmement conventionnel, alors que le désarmement nucléaire peut faire appel aussi bien à des négociations entre l'URSS et les Etats-Unis qu'à des négociations plus élargies et que d'autre part si les mesures unilatérales ne sont pas à exclure, l'ONU doit garder un rôle d'instance de délibération. Un autre expert, par un lapidaire *«lequel»*, s'interroge sur l'adaptation du type de désarmement aux acteurs concernés. Certains, volontairement n'ont pas répondu à cette question. Dans le tableau récapitulatif des réponses, il a été tenu compte des observations des experts, notamment lorsqu'ils faisaient état des acteurs adaptés à certaines situations de conflit, mais évidemment, dans ce cas, aucune citation à la première place n'a pu être retenue.

Ce sont les négociations entre toutes les puissances nucléaires qui recueillent le plus d'adhésions et le moins de rejets de la part des experts français, mais de manière plus réaliste les accords entre les deux super-grands sont le plus souvent placés en tête (Tableau n°11). Plus de 45% des experts (ayant répondu à cette question) donnent la priorité aux accords entre les Etats-Unis et l'URSS contre moins de 30% pour l'ensemble des puissances nucléaires. Il y a donc bien une confirmation de la responsabilité principale des deux super-puissances dans le processus de désarmement mais aussi le souhait de voir la France intervenir activement dans les négociations futures.

Tableau n°11

Les acteurs du désarmement pour les experts français

TYPES D'ACTEURS	CITATIONS			
	dans les cinq premiers	en premier	dans les trois premiers	Refus
USA et URSS	36	20	30	1
Puissances nucléaires	38	13	34	0
Pactes militaires	32	4	24	3
Instances régionales	31	2	9	2
ONU	22	4	7	3
Mesures unilatérales	8	1	2	5

On notera que l'Organisation des Nations Unies n'obtient pas une franche adhésion quant à son rôle en matière de désarmement, puisque 4 réponses seulement souhaitent lui accorder un action prépondérante, alors que 50% des réponses la citent comme instance éventuelle de négociation (dans les cinq premiers).

b) Opinions des experts étrangers

Les experts étrangers sont nettement favorables aux procédures de désarmement nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique .

Tableau N° 12

Les acteurs du désarmement pour les experts étrangers

	CITATIONS		
	dans les 5 premiers	en premier	dans les 3 premiers
USA et URSS	35	20	30
Puissances nucléaires	31	4	24
Pactes militaires	29	6	19
ONU	26	6	13
Instances régionales	23	4	11
Mesures unilatérales	10	3	5

La responsabilité particulière des Etats-Unis et de l'URSS est ici très clairement affirmée, alors que le rôle des puissances nucléaires est nettement atténué et celui de l'ONU valorisé par rapport aux réponses des experts français.

D.- L'accord INF

Sur l'accord INF, les convergences et divergences varient selon les questions posées.

a) L'intérêt immédiat de l'accord INF

Les avis sur l'intérêt de l'accord INF sont finalement assez partagés

Tableau N° 13
Comment qualifier l'accord INF ?

Avis	FRANCE	ETRANGER	TOTAL
Prometteur	25	33	58
Dangereux	21	3	24
Spectaculaire	15	0	15
Insuffisant	10	12	22
Sans intérêt	3	1	4

L'accord INF semble aussi prometteur que dangereux aux experts français et son caractère spectaculaire est souvent souligné. Les experts étrangers sont nettement plus optimistes, moins de 10% d'entre eux le qualifiant de sans intérêt, dangereux ou spectaculaire.

b) Les effets d'entraînement de l'accord INF

- Les réponses des experts français.

Tableau n° 14
Effets attendus de l'accord INF par les experts français

E F F E T S	OUI	NON	sans réponse
Effets d'entraînement	42	3	5
Effets d'entraînement sur les négociations			
• relatives aux armes stratégiques	42	4	4
• sur les systèmes défensifs	26	18	6
• relatives aux essais nucléaires	21	19	10

Des effets d'entraînement importants sont attendus par eux , mais ils sont limités aux autres volets de la négociation NST, START et, à un degré nettement moindre, les systèmes défensifs (voir tableau n° 14, p. 88).

Globalement, les réponses ne manifestent pas l'idée générale d'un effet d'entraînement décisif. Elles semblent en légère contradiction avec le jugement porté sur l'accord lui-même.

Autres effets d'entraînement :
- Désarmement en Europe
- Armement conventionnel (2 fois)
- Désarmement pour le développement
- Réaction sur l'opinion publique
- Désarmement nucléaire régional
- Détente
- Développement des échanges culturels et économiques Est-Ouest

- Les réponses des experts étrangers.

Tableau n°15
Effets attendus de l'accord INF par les experts étrangers

E F F E T S	OUI	NON	Possible
Effets d'entraînement	18	14	5
Effets d'entraînement sur les négociations			
• relatives aux armes stratégiques	21	13	5
• sur les systèmes défensifs	11	20	2
• relatives aux essais nucléaires	18	18	1

Autres possibilités :
- Négociations sur les forces conventionnelles en Europe
- Négociations sur les armes chimiques
- CST
- Armes chimiques
- START
- Négociation en relation avec les autres armes de destruction de masse.

Sans être écartés, les effets d'entraînement sont ici jugés moins importants. On retrouve le décalage entre effet d'entrainement sur les armes stratégiques et

sur les systèmes défensifs. Peut-être cela est-il dû au fait que l'opinion des experts étrangers est plus favorable à l'accord et qu'ils le considérent comme un acte achevé.

E.- Désarmement et vérification

Plusieurs questions ont été posées sur la vérification des accords éventuels de désarmement.

a) La nécessité d'une vérification pour tout accord de désarmement

La plupart des experts estiment indispensable une procédure de vérification des accords de désarmement.

Tableau N° 16

Le désarmement est-il possible sans vérification ?

	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Résultat	%	Résultat	%	Résultat	%
OUI	4	8,2	6	15,8	10	11,5
NON	45	91,8	32	84,2	77	88,5
SANS OPINION	1		2	2	3	

On constate aisément que la vérification est un processus essentiel de toute égociation sur le désarmement aussi bien pour les experts français que pour les xperts étrangers.

b) Les méthodes de vérification

Les méthodes de vérification proposées par le questionnaire ont toutes été gées utiles (Tableau n°17, page 91).

On constate que la vérification semble indissociable de toute action de sarmement, en particulier *«in situ»* et par les Parties elles-mêmes. La vérification *n situ»* ne soulève pas le même enthousiasme chez les experts étrangers que ez les experts français. Dans leurs commentaires, plusieurs experts insistent r la confiance nécessaire pour le désarmement. Cependant, l'un d'entre eux uligne que l'amélioration de la confiance mutuelle provoquée par les procé-res de vérification reste une hypothèse à vérifier.

Tableau n° 17
Les méthodes de vérification

	FRANCE	ETRANGER	TOTAL
Vérification par les parties			
OUI	42	35	77
NON	2	3	5
SANS OPINION	6	2	8
Contrôles internationaux			
OUI	31	32	63
NON	5	2	7
SANS OPINION	14	6	20
Contrôles *in situ*			
OUI	43	26	69
NON	2	3	5
SANS OPINION	5	11	15

c) L'efficacité des procédures de vérification

Sur l'efficacité globale de la vérification, les réponses sont plutôt positives, mais largement teintées de scepticisme.

Tableau n° 18
Efficacité globale des procédures de vérification des accords de désarmement

	FRANCE		ETRANGER		TOTAL	
	Résultats	%	Résultats	%	Résultats	%
OUI	19	42,2	16	43,2	35	42,7
NON	5	11,1	1	2,7	6	7,3
PARFOIS	21	46,7	20	54,1	41	50,0
SANS OPINION	5		3		8	

L'efficacité des procédures de vérification semble raisonnablement acceptable pour les experts étrangers, comme pour les experts français, cependant plus réservés.

Cette enquête sur les opinions des experts met clairement en évidence le rôle secondaire de l'armement dans l'émergence des conflits, les divergences d'opinion sur l'inéluctabilité et les dangers de la course aux armements, le sentiment général d'une faible probabilité de déclenchement d'une guerre nucléaire accidentelle, les oppositions concernant l'accroissement du risque de conflit nucléaire avec la mise en place de systèmes défensifs stratégiques, le choix contradictoire entre désarmement ou dissuasion nucléaires, l'importance du rôle des Etats-Unis et de l'Union Soviétique comme acteurs du désarmement, le caractère à la fois prometteur et insuffisant des accords INF, les effets d'entraînement qu'il est possible d'en attendre, l'intérêt essentiel, l'efficacité probable et les modalités complémentaires des procédures de vérification. Elle montre surtout l'influence considérable qu'ont eue les conceptions du général De Gaulle, la pensée gaullienne chez les experts français. Il y a même probablement une *«école française»* de la sécurité, fondée sur la dissuasion nucléaire, la méfiance vis à vis du désarmement et la nécessité d'une défense forte.

Note

Ce projet de recherche a été financé par le Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur. Un questionnaire a été diffusé auprès de 100 experts français et étrangers, chercheurs, universitaires, conseiller s diplomatiques. Le 7 décembre 50 experts français et 41 étrangers avaient répondu. 25 nationalités étaient représentées ; Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil (4), Chine, Cuba, Espagne, Etats-Unis (6), Finlande, Grèce, Italie, Nigéria, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, RFA (4), RDA, Royaume-Uni (4), Suède, Suisse, Turquie et Yougoslavie. Si certaines nationalités sont mieux représentées (chiffres entre parenthèses), l'importance des recherches publiées dans ces pays nous ont semblé le justifier. Il y a 10 experts en provenance des pays en développement, 5 des pays socialistes, 22 en provenance des pays membres de l'OTAN et 4 pays neutres. Les experts étaient invités à commenter leurs réponses s'ils le souhaitaient.

Bibliographie sommaire

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1988), *Les conceptions de la violence, de la paix et du désarmement*, Rapport pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Paris, Septembre.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris

Fontanel, J. (1985), L'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité.*

Guilhaudis, J-F. (1989), Aspect de la diplomatie du désarmement, *Arès, Défense et Sécurité*, Volume XI.

Guilhaudis, J-F. (1988), Observations sur les « Réductions asymétriques significatives » du Traité de Washington, *Arès, Défense et sécurité*, 1988-1.